



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n° 2025- PREF/DCPPAT/BUPPE/352 du 29 septembre 2025
portant imposition au Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives
(CEA) de prescriptions complémentaires relatives à la gestion des déchets radioactifs
sur le site de SACLAY**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14 et R.181-45;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 27 août 2025 portant nomination de Mme Fabienne BALUSSOU, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 2 mai 2025 portant nomination de Mme Béatrice BLONDEL, administratrice de l'État du deuxième grade, Sous-Préfète, en qualité de Directrice de cabinet de la Préfète de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-303 du 22 septembre 2025 portant délégation de signature à Mme Béatrice BLONDEL, Directrice de cabinet de la Préfète de l'Essonne assurant l'intérim du poste de Secrétaire générale de la Préfecture de l'Essonne et de Sous-Préfète de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCI 2/BE 0172 du 25 septembre 2009 portant autorisation d'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement présentes sur l'ensemble du site du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-Le-Bacle,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/643 du 24 novembre 2011 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement de l'ensemble du site du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-Le-Bacle,

VU l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées,

VU le porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, par courrier électronique, en date du 25 mars 2025 et complété les 28 mars 2025 et 26 mai 2025 ,

VU le rapport de l'inspection des installations classées daté du 10 juillet 2025,

VU le projet d'arrêté préfectoral notifié le 18 août 2025 au Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives (CEA), dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 28 août 2025 sur ce projet,

CONSIDÉRANT que les effluents pompés suite au basculement de la cuve 395D de l'INSTN contiennent des déchets radioactifs liquides issus des activités de recherche des laboratoires de l'INSTN

CONSIDÉRANT que les déchets radioactifs liquides pompés suite au basculement de la cuve 395D de l'INSTN représentent un volume approximatif de 12 Grands Récipients pour Vrac (GRV), soit environ 12 m³;

CONSIDÉRANT que le bâtiment 463 (ADEC) n'a pas vocation à accueillir de nouveaux déchets radioactifs ;

CONSIDÉRANT que tous les nouveaux déchets entreposés à l'ADEC doivent être évacués vers une filière adaptée de traitement ou d'élimination dans les meilleurs délais ;

CONSIDÉRANT que les sources radioactives provenant de l'installation 73 ne sont pas caractérisées ;

CONSIDÉRANT que les sources radioactives provenant de l'installation 73 représentent un volume inférieur à 20 litres ;

CONSIDÉRANT que le bâtiment 602 (LNHB) n'a pas vocation à accueillir des déchets radioactifs provenant d'autres installations ;

CONSIDÉRANT que tous les nouveaux déchets entreposés au LNHB doivent être évacués vers une filière adaptée de traitement ou d'élimination dans les meilleurs délais ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'Environnement, de renforcer les prescriptions applicables au CEA ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale par intérim de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : Conditions générales

Le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives (CEA), ci-après dénommé l'exploitant, est tenu de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations du centre de PARIS-SACLAY implantées sur le territoire des communes de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BACLE.

Article 2 : Gestion des déchets radioactifs liquides issus du basculement de la cuve 395D de l'INSTN et entreposés temporairement à l'ADEC

Les effluents pompés suite au basculement de la cuve 395D de l'INSTN de Saclay sont conditionnés dans 12 Grands Récipients pour Vrac (GRV) d'une contenance de 1 m³ chacun et entreposés à l'ADEC.

Les GRV sont entreposés sur rétention dont les volumes sont adaptés, à l'abri du soleil et des intempéries.

Neuf GRV sont évacués vers des filières de traitement adaptées avant fin 2025.

Les trois autres GRV sont évacués vers des filières de traitement adaptées avant fin 2026.

Le CEA tient informé l'Inspection des Installations Classées et l'ASNR de l'évacuation de ces GRV et des filières finalement utilisées.

Article 3 : Gestion des déchets provenant de l'installation 73 et entreposés temporairement dans le bâtiment 602 (LNHB)

Les caractérisations radiologiques des déchets sont réalisées avant fin 2025. Les déchets sont entreposés dans des conditions permettant de garantir leur intégrité et évacués vers des filières de traitement adaptées et existantes avant fin 2026. A l'issue de la caractérisation radiologique des déchets et avant fin juin 2026, si les déchets sont sans filière, soit les déchets retourneront dans leur installation d'origine (conformément à l'ensemble des réglementations applicables), soit le CEA devra proposer une nouvelle organisation pour l'évacuation de ces déchets du bâtiment 602 avant fin 2026.

Le CEA tient informé l'Inspection des Installations Classées et l'ASNR de l'évacuation de ces déchets et des filières finalement utilisées.

Article 4 : Introduction de nouveaux déchets non générés par l'installation

Au sein d'une installation autorisée au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'introduction de nouveaux déchets non générés par l'installation elle-même doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Préfet par le biais d'un porter à connaissance comportant tous les éléments d'appréciation.

Article 5 : Bilan annuel des stocks de déchets (et des flux associés) présents dans les différentes installations classées

L'exploitant transmet, tous les ans, avant le 30 juin de l'année N, sous format numérique (format tableur) un inventaire précis des substances et déchets radioactifs présents sur son site au 31 décembre de l'année N-1 en indiquant lot par lot, les informations suivantes quand elles sont connues : les quantités présentes (en m³), l'activité par radionucléide, la nature des déchets (liquide ou solide) ou des substances (sources scellées ou non scellées), et leur origine (INB ou autre installation). L'inventaire met en évidence les nouveaux déchets acceptés dans l'installation et les déchets évacués.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Essonne, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 du même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, sous peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci d'une part à l'auteur de la décision, la Préfète de l'Essonne à l'adresse suivante (Mme la Préfète de l'Essonne – DCPAT/BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex) et d'autre part au bénéficiaire de la décision (CEA PARIS-SACLAY site de Saclay 91191 GIF-SUR-YVETTE). La notification doit être effectuée par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date de dépôt du recours contentieux. Cette formalité est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée, justifiée par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Préfète de l'Essonne – DCPAT /BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex ou hiérarchique auprès du Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires - 92055 Paris-La-Défense Cedex, dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus. **Toutefois, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif, l'auteur du recours est tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision, selon les modalités fixées au paragraphe précédent, sous peine de non prorogation du délai de recours contentieux.**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès de la préfète, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

La préfète dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime la réclamation fondée, la préfète fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Article 7 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de cet arrêté est déposée dans les mairies de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BACLE et peut y être consultée,

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BACLE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires,

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Essonne, pendant une durée minimale de quatre mois à l'adresse www.essonne.gouv.fr,

Article 8 : Exécution

La Secrétaire Générale par intérim de la préfecture,

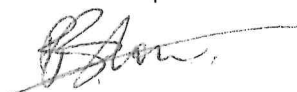
Les inspecteurs de l'environnement,

Les maires de SACLAY, SAINT-AUBIN et VILLIERS-LE-BACLE,

L'exploitant, le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives (CEA),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale par intérim



Béatrice BLONDEL